

### III

## LA DIMENSION POLITIQUE

Dans cette troisième partie, nous examinons la dimension politique de la crise centrée sur ce que nous appelons la « crise de la citoyenneté ». Il existe un cercle vicieux social et politique qui part de l'existence d'une société radicalement hétérogène, marquée par une forte pauvreté et un important analphabétisme, mais dans laquelle une transformation structurelle donne à tous le droit démocratique de voter. Cette hétérogénéité radicale rend le contrat social classique insuffisant, rendant nécessaire un pacte politique orienté vers le développement pour légitimer le gouvernement. Cependant un manque de légitimité intrinsèque des élites émerge de la contradiction de la citoyenneté, ce qui détermine la difficulté à célébrer un pacte politique. Par conséquent, la crise de légitimité du gouvernement s'approfondit et tend à se transformer en crise de capacité de gouverner et de paralyser l'État. La crise fiscale de l'État et l'épuisement des stratégies d'intervention aggravent cette crise qui paralyse le gouvernement, ouvrant un espace à l'appropriation privée de la chose publique (privatisation de l'État ou recherche de rentes) par des groupements corporatifs de capitalistes, de fonctionnaires, de la classe moyenne en générale et par des groupements d'intérêts patrimoniaux et régionalistes. De telle sorte que le dualisme social et la contradiction de la citoyenneté s'entretiennent, la concentration du revenu s'aggrave et la modernisation s'arrête, refermant ainsi le cercle vicieux social.